

Lettre ouverte : Des allègements nécessaires, mais bien tardifs !

L'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie de La Réunion s'étonne à l'annonce, bien tardive, des allègements prévus pour les programmes de Troisième de collège, de Première de Lycée professionnel, et de Terminale de Lycée général. Les syndicats, la radio, et une bonne partie des media avaient déjà annoncé de façon indiscrette mais bien indispensable, ces allègements ! Jusqu'à la date du 4 septembre, (3 semaines après la rentrée à La Réunion!), c'était le silence complet de la part du Ministère...

Ces allègements, réclamés dès la mise en œuvre des nouveaux programmes dans les classes de collège et de Lycée général et professionnel, ne sont pas encore « officiellement » applicables: ils ne devraient prendre effet qu'après leur validation par le Conseil Supérieur de l'Enseignement, soit à partir du 19 septembre prochain !

Or, à cette date, les élèves de Troisième et des classes de Terminale ES et L, ainsi que ceux de Première des séries professionnelles du Lycée, auront déjà travaillé depuis un mois entier sur les programmes dans leur version « lourde » !

De qui se moque-t-on ? Des élèves ? De leurs parents ? De leurs enseignants ?

Quel gâchis, et que de temps perdu !

Temps perdu: les professeurs s'estiment méprisés, surtout outre-mer, de n'être avertis que très tardivement, de modifications ou d'allègements parfois importants, alors que la plupart d'entre eux ont déjà construit leurs progressions annuelles, et commencé leurs cours, sur des chapitres qui risquent d'être évacués des programmes fin septembre !

Gâchis: les résultats 2013 du diplôme National du Brevet sont en recul de 3 points par rapport aux résultats de l'année précédente (une moyenne académique de 7,9!). Et la faute n'en revient pas aux enseignants d'Histoire-Géographie, quoique l'Inspection Pédagogique ait pu le laisser entendre, voire l'affirmer dans un article publié dans la presse le 26 juin 2013 (*Quotidien de La Réunion*, page 3). Les professeurs maîtrisent les modalités de leur enseignement, y compris les études de cas, et les nouveautés des programmes !

Ce qu'ils contestent, c'est cette précipitation à vouloir à toutes forces conceptualiser tous les programmes, au niveau du collège en particulier, sans laisser le temps aux élèves de bien maîtriser les techniques et les savoirs les plus élémentaires.

Ils contestent aussi cette improvisation constante ces dernières années, à propos de programmes démesurés et imposés ; ils s'inquiètent aussi gravement de ces épreuves d'examen mal conduites et imposées en 3ème et en 1ère Scientifique ; et ils sont fatigués de ces annonces brouillonnes et tardives, un mois après la rentrée !

Pourquoi cette absence de pilotage au niveau national, et au niveau académique, alors que la mise en oeuvre des programmes incriminés a déjà été bien entamée ? A titre d'exemple, l'un des sujets sur lesquels les élèves de Troisième ont été interrogés au DNB en juin 2013 risque d'être supprimé dans le cadre des allègements !

Pourquoi, surtout, ne pas avoir anticipé ces modifications dès la fin de la précédente année scolaire ?

Quelle image donne-t-on aux élèves ? À leurs parents ? À la société réunionnaise ?

Celle d'une improvisation permanente, de réformes faites dans la précipitation, et sans tenir réellement compte des remarques et des alertes qui n'ont pourtant pas manqué de la part des professionnels. Rien n'est plus préjudiciable, pour les élèves, et leurs parents, que cette image trouble donnée par l'Institution.

L'APHG-Réunion, tout comme l'Association nationale, souhaite vivement des relations plus professionnelles avec le ministère de l'Education nationale : une écoute attentive lorsqu'elle met en évidence des difficultés dans la mise en œuvre des programmes nationaux, un dialogue serein et dépassionné pour oeuvrer de concert à une meilleure réussite de tous les élèves.

Pour l'APHG-Réunion,

Le président, Cédric Boyer